

.....

# Réformes des lycées

*Elements d'analyse*

*Guide de la grève*

*Janvier 2009*



**NPA**  
JEUNES  
POUR UN  
NOUVEAU  
PARTI  
ANTICAPITALISTE  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

**NPA jeunes**  
2, rue Richard Lenoir – 93 100 Montreuil  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org) – [npa.jeunes@free.fr](mailto:npa.jeunes@free.fr)

# Réformes du lycée : diplômes jetables et avenir pourri !

*A la fin de l'année dernière, Darcos a annoncé un projet de réforme du lycée. Les objectifs affichés par le gouvernement étaient de donner plus d'autonomie aux élèves et aux établissements pour leur permettre de faire leurs propres choix d'études, leur permettre de mieux s'adapter ensuite à l'enseignement supérieur. Mais loin des objectifs affichés cette réforme est un moyen supplémentaire pour réduire les budgets de l'éducation, faire rentrer des fonds privés et elle s'inscrit dans la logique d'individualisation des parcours de formation et de déqualification des diplômés déjà engagés dans l'enseignement supérieur.*

## Toujours moins d'argent pour l'éducation...

### **Les suppressions de postes**

D'après Darcos, c'est la qualité de l'enseignement qui compte, pas la quantité ; mais il attaque les deux. Côté quantité, les académies qui manquaient déjà de profs sont asphyxiées. Côté qualité, les universités se mobilisent contre la nouvelle formation des profs qui va avec les suppressions de postes. Le parcours serait condensé, seuls les étudiants qui ne travaillent pas à côté pour gagner leur vie y arriveront, et leur formation ne sera pas meilleure qu'avant.

### **L'autonomie financière, c'est...**

#### **1) La concurrence pour le financement public**

Le financement public dépendra des « performances » du lycée. Un bon lycée aura l'argent pour plus d'options et d'enseignements mais un lycée à « mauvais résultats » devra faire avec le minimum. Les 200 meilleurs lycées

recevront un bonus d'argent de l'Etat. C'est clairement un financement au mérite, donc une augmentation des inégalités entre les établissements.

Chaque lycée élaborera un projet d'établissement en fonction de son public : préparation aux études longues pour certains ou à une entrée rapide sur le marché du travail pour les autres. Le financement dépendra aussi la « qualité » du projet, selon les critères du ministère, donc ceux qui appliquent le mieux la politique du ministère auront plus d'argent.

#### **2) Le glissement vers le financement privé**

Le projet d'établissement n'est financé qu'en partie par le public, les partenariats public/privé sont rendus nécessaires. Faire financer certains cours par le privé n'est pas rien. Comment croire que les entreprises vont donner de l'argent sans aucun retour ni avantage? Détenir l'argent donne de fait un droit de regard sur ce qu'on finance.

## L'éducation adaptée aux besoins du monde du travail...

### **Le Bac à la carte**

Les filières seront remplacées par un système de modules : socle commun, exploration et approfondissement. Le socle ne représente que 45% du programme en 1ère et Terminale soit une forte restriction des bases et de la culture générale par rapport aux programmes actuels. On choisira ce qu'on veut étudier et présenter au bac dans les modules d'exploration et d'approfondissement.

C'est de fait un bac à la carte. Le contenu du bac ne sera pas le même selon les matières proposées dans le projet d'établissement : dans les lycées riches, on aura des cours utiles pour préparer l'enseignement supérieur ; mais dans les lycées pauvres, il faudra se contenter d'options professionnalisantes, qui ne permettent que d'apprendre un métier, voire une multiplication des stages non payés.. D'un lycéen à l'autre le bac n'aura plus le même contenu et donc plus la même valeur !

### **L'influence des financements privés**

A long terme, on peut craindre l'influence des fonds privés sur le socle commun. Cela est déjà arrivé, par exemple dans une université que Volkswagen finançait, l'entreprise a fait retirer sa participation à l'effort de guerre nazi des programmes d'histoire !

Dans l'immédiat, à travers le projet d'établissement, les entreprises pourraient intervenir concrètement dans les modules d'exploration et d'approfondissement, ceux qu'on passe au bac! Leur intérêt sera de financer des cours en fonction de ce qui les intéresse pour embaucher après. Le problème est que le monde du travail

en général n'a besoin que d'une minorité de travailleurs cultivés, ayant un esprit critique. Pour les autres, il leur suffit d'une formation adaptée aux besoins précis d'une entreprise du bassin d'emploi local, qui est vite périmée.

### **La semestrialisation, l'orientation active**

Les projets d'établissement vont creuser le phénomène de lycées d'élites/lycées poubelles. De plus, le lycée va être organisé par semestres. A la fin de chaque semestre, les lycéens auront un rendez-vous d'orientation où ils pourront changer de modules. Il sera donc très facile de mettre la pression sur un élève pour qu'il prenne des modules de plus en plus professionnalisants en s'appuyant sur, soi-disant, son niveau et ses aptitudes. L'« orientation active » permet de trier les élèves et reproduit les hiérarchies sociales.

## C'est notre avenir qui est en jeu !

### **C'est quoi le problème?**

Le risque avec le bac à la carte est qu'en arrivant dans l'enseignement supérieur ou sur le marché du travail, ton bac ne soit pas reconnu au même niveau selon les modules que tu auras choisi ou le lycée d'où tu viens. Les modules seront forcément différents d'un lycée à l'autre, en plus ton diplôme portera l'étiquette des entreprises qui ont financé certains de tes modules.

Notre diplôme détermine notre futur en grande partie: salaire, statut et conditions de travail. La raison est simple : nos droits ne sont pas toujours respectés dans le monde du travail. Pour se défendre, les salariés peuvent se mobiliser (une grève pour une augmentation de salaire par exemple) et, pour gagner, l'idéal est

d'avoir tous la même revendication. Avec un diplôme personnalisé, on est seul face à l'employeur pour négocier ses conditions de travail à l'embauche. Si les salariés de la boîte ont tous des conditions de travail différentes, il est difficile de s'unir et de gagner. Depuis longtemps, le gouvernement a pour objectif d'individualiser les travailleurs pour arriver avec les réformes à faire baisser le coût du travail (geler les salaires, augmenter et flexibiliser les horaires). Dans cet objectif, le CPE était une tentative de faire un contrat spécial de plus, différent du CDI. Dans l'Education, au lieu de conserver de diplômes nationaux, les réformes font que, petit à petit, on a chacun notre diplôme à la carte. C'est séduisant mais en fait chacun son diplôme et chacun son contrat, c'est aussi chacun tout seul face au patron!

#### **Pourquoi des diplômes nationaux ?**

Nous avons besoin de diplômes nationaux pour avoir une qualification dans le monde du travail. La qualification c'est le fait que le diplôme soit inscrit dans les conventions collectives, qui sont des textes négociés entre patronat et syndicats pour chaque branche. Quand on est titulaire d'un diplôme reconnu dans la convention collective, on a le droit à un minimum (en salaire, en congés, etc) et on peut attaquer son patron au Tribunal des Prud'Hommes si il ne respecte pas ce texte. Il est impossible de négocier ces textes si il y un diplôme à la carte par personne.

L'individualisation des formations ne profite qu'aux patrons, ils peuvent ainsi mettre en concurrence les salariés entre eux, les obliger à accepter des conditions de travail toujours plus dégradées et globalement baisser le coût du travail.

#### **Non à la réforme du bac pro**

Dans la même logique d'économies de budget et de déqualification, le gouvernement a déjà fait passer la réforme du Bac Pro en 3 ans. Il remplace les 2 ans de BEP et 2 ans de Bac Pro. Ce n'est pas vrai qu'avec un bac pro en trois ans on apprendra autant de choses qu'en quatre ans : avec un contenu appauvri, le diplôme en lui-même sera de moindre qualité. Le BEP, obtenu au bout de deux ans, était reconnu dans les entreprises. Un grand nombre de jeunes en difficulté scolaire pouvait se raccrocher à la perspective d'un BEP en 2 ans, et reprenaient confiance en eux pour finalement aller jusqu'au Bac pro. Avec la généralisation du bac pro en 3 ans, le nombre de jeunes qui iront directement en CAP, dans les formations gérées par les entreprises, augmentera fatalement. Cela fera des milliers de jeunes condamnés à gagner le SMIC toute leur vie.

## **Quelles revendications ?**

*Ce qui permet au mouvement d'exister, c'est d'avoir une plateforme de revendications précise et claire : ne rien lâcher jusqu'à satisfaction des revendications définies collectivement. Pour s'affronter à une réforme qui touche l'ensemble des lycées et construire une mobilisation à l'échelle du pays, il faut chercher à harmoniser au niveau national, les revendications.*

- **Retrait total des réformes Darcos, réforme du lycée et réforme des bacs pro : maintien du bac national, maintien des BEP, des diplômes de qualité!**
- **Des moyens 100% publics pour l'Education, aucune suppression de postes !**
- **Démission de Darcos !**
- **Arrêt de la répression administrative et policière. Amnistie pour tous les lycéens poursuivis**

# Construire la mobilisation

*L'objectif de la classe dirigeante est claire : faire baisser le coût du travail, nous préparer à être des précaires toute notre vie, en reniant sur notre éducation. Cette réforme s'inscrit donc dans la même logique que les autres réformes : privatisations de l'ensemble des services publics, cadeaux aux riches, et toujours facture (de la crise mais pas seulement) à payer par les travailleurs.*

*La mobilisation contre les réformes Darcos est donc un impératif pour nous. Seulement, les questions qui se posent, c'est comment s'y prendre et comment gagner.*

## Quelles perspectives pour gagner ?

La crise a encore démontré que l'Etat est toujours là et a toujours des moyens pour aider les riches, les banques, les patrons mais jamais pour nous. Il est donc évident que revendiquer ne suffit pas. Il est nécessaire d'imposer nos revendications : se battre et construire des mobilisations assez puissantes pour gagner ce que l'on réclame. Pour cela il nous faut donc construire un véritable rapport de force : construire la grève, une grève qui implique l'immense majorité des lycéens.

Ce gouvernement est un gouvernement de combat qui n'est pas effrayé par les affrontements avec les mobilisations sociales. En Octobre et Novembre 2007, il n'a rien lâché face aux grèves de cheminots ni face à la grève étudiante. Les leçons à en tirer pour nous : un secteur isolé n'a pas réussi à faire plier le gouvernement, les grèves si elles ne cherchent pas à devenir majoritaires ne sont pas non plus capables de gagner.

Contrairement aux salariés, quand on se met en grève au lycée, on n'empêche pas

l'économie de tourner. Mais cela ne veut pas dire que c'est inutile. Si l'on prend l'exemple du CPE, le gouvernement a cédé quand les travailleurs sont entrés en masse dans la bataille. C'est le fait que la majorité des jeunes était entré en lutte qui a donné confiance aux travailleurs pour lutter et se joindre au combat. Ce que notre classe dirigeante craint le plus c'est quand les travailleurs se mettent en grève car en arrêtant la production ce sont les profits des patrons qui disparaissent. Pour gagner, il faut donc construire une grève de masse dans les lycées et chercher à entraîner les salariés dans un affrontement commun avec le gouvernement.

## Comment construire la grève ?

La question de la stratégie pour gagner dans une mobilisation est centrale, c'est cela qui doit nous guider dans nos actions. La question reste comment s'y prendre pour construire un mouvement de grève massive dans son lycée.

## Le travail d'information

Durant les mouvements, le travail de préparation et d'information (écriture et diffusion de tracts, collages...) est extrêmement important. En effet, pour se battre jusqu'au bout et obtenir le retrait de la réforme il faut être convaincu que cela en vaut la peine. Chaque lycéen mobilisé doit donc s'emparer des textes de lois et être en capacité de convaincre les autres lycéens du lycée de l'importance de se mobiliser. L'analyse de cette brochure peut servir d'argumentaire pour expliquer la réforme. Chaque lycéen mobilisé doit chercher à en convaincre un autre, ce travail doit donc être pris en charge le plus collectivement possible. Le meilleur moyen est donc que tous les lycéens mobilisés participent aux tâches et élaborent leurs propres analyses et matériels.

## Les AG et la structuration

Le meilleur cadre pour réaliser ce travail de conviction et entraîner le maximum de gens dans l'action est l'assemblée générale. Ce sont les cadres les plus démocratiques, qui permettent que les décisions soient prises ensemble. Faire une assemblée générale, en prenant soin que tout le monde ait été prévenu, permet d'échanger les différents avis et positions. On doit y prendre toutes les décisions liées au mouvement et à la vie lycéenne, tous ensemble. C'est donc là où tout doit se discuter donc notamment comment construire la grève et comment gagner.

Il y a souvent des contraintes techniques à organiser des AG : l'administration est rarement d'accord pour autoriser la tenue d'une AG et mettre à disposition une salle. Il ne faut pas pour autant se laisser décourager ou se plier aux proviseurs. Les

lycéens devraient avoir le droit, à tout moment, de se réunir entre eux. En cas de refus, il est donc possible de prendre une salle de force, de s'installer à la cafétéria, dans le foyer, dans la salle de permanences lorsqu'il y en a... Ou de faire l'AG devant le lycée ou dans la cour avec un mégaphone.

Mais en définitive, il est nécessaire de se préoccuper en permanence de développer des cadres d'auto-organisation le plus large possible. Non seulement car c'est ce qu'il y a de plus démocratique mais aussi parce que c'est la meilleure stratégie pour gagner. En effet, cela permet que le mouvement soit contrôlé de A à Z par les grévistes et qu'il ne dépende pas seulement des directions syndicales, et permet que chacun se pose les questions de comment faire pour gagner et entraîner toujours plus de monde dans la bataille. Si l'ensemble de ces questions n'est pas pris en charge par la majorité des lycéens, par les grévistes eux-mêmes alors le mouvement s'essouffera. Se préoccuper de tenir des AG régulièrement est donc un impératif pour pouvoir discuter, structurer et faire gagner la mobilisation.

L'organisation au quotidien de la grève requiert un minimum de centralisation pour être efficace. Pour que tout le monde puisse participer à l'écriture et aux diffusions de tracts, il est donc bien de mettre en place un comité de mobilisation, qui se réunit régulièrement pour répartir les tâches. Mais le comité de mobilisation ne doit pas juste être un outil technique rassemblant quelques lycéens. Il doit permettre d'élaborer et de proposer une orientation à la mobilisation. Il doit préparer les AG suivantes, discuter du lien avec les autres bahuts, de la suite

des actions...

N'importe quel lycéen a le droit d'assister au comité de mobilisation de son lycée et de prendre en charge des tâches. Pour faire un comité de mobilisation, il faut, là aussi, faire un travail d'information pour donner un lieu, une date et une heure (par exemple, après les cours dans un café à côté du lycée).

### **Le blocage**

Le blocage, méthode traditionnelle des grèves ouvrières, est une pratique qui s'est généralisée dans les mouvements de jeunes de ces dernières années. Il s'est développé pour pallier à une difficulté réelle de la grève dans les facs et les lycées mais aujourd'hui, son objectif est souvent mal compris par la majorité.

Le point de départ pour expliquer le rôle du blocage est le fait que les lycéens et les étudiants n'ont pas le droit de grève. Un lycéen qui se met en grève risque systématiquement des sanctions administrative (heure de colle, avertissement, exclusion temporaire ou même définitive), à la fac au bout de 3 absences un étudiant est défaillant, il doit passer les rattrapages ou redoubler, un boursier peut perdre sa bourse. Le blocage est donc le moyen pour qu'aucun cours ne se tienne et que les gens qui souhaitent se mettre en grève ne soient pas pénalisés. Le blocage c'est un peu notre préavis de grève à nous.

Mais le blocage n'est qu'un moyen qui permet la mobilisation. Ce n'est pas une fin en soi. Rester tous les jours sur son lycée pour bloquer à une petite dizaine pendant que la majorité des lycéens sont rentrés chez eux n'est pas très utile. Le blocage doit permettre que plus de

gens s'impliquent dans la grève, c'est-à-dire viennent en manifestation, rédigent les tracts, aillent distribuer sur d'autres lycées... Ce n'est pas le blocage à lui seul qui peut faire reculer le gouvernement. Même si le nombre de lycées bloqués peut participer du rapport de force, pour faire céder le gouvernement il faut faire la démonstration de notre nombre, montrer que les jeunes risquent d'entraîner d'autres secteurs salariés dans la grève. Le blocage, tout en étant souvent nécessaire, ne remplace donc pas le travail de conviction des lycéens sur la nécessité de se mettre en grève.

Comme pour l'ensemble des décisions dans la mobilisation, ce qui nous guide c'est comment gagner, comment entraîner un maximum de gens dans la grève, en manif, etc... Le blocage doit donc être discuté et proposé non pas en tant que tel, mais en lien avec son utilité pour agir, en lien avec les objectifs d'action que l'on se fixe ensemble. Par exemple, on bloque pour aller informer sur d'autres lycées et étendre la grève et ensuite aller à la manif. Les moyens sont liés à nos buts.

Le blocage n'est pas le seul moyen d'action possible. Parfois, il peut même être contre-productif. Il ne faut pas hésiter à utiliser d'autres moyens. Un bon débrayage de l'ensemble des classes d'un lycée peut avoir autant d'efficacité qu'un blocage. Un débrayage consiste à faire le tour des classes pour expliquer qu'il faut se mobiliser et à faire sortir les élèves de cours pour aller en assemblée générale ou en manif. Faire sortir les lycéens collectivement c'est aussi se prémunir des sanctions : comment punir toute une classe lorsque les élèves quittent le cours ensemble ? Un lycée peut aussi partir en débrayer un autre ce qui permet d'arriver

le plus massivement possible au point de départ de la manif.

### **Les manifestations**

Avec la systématisation du blocage, de nombreux lycéens pensent qu'il est plus important de rester toute la journée bloquer son bahut plutôt que d'aller en manifestation, de même manifester est souvent vu comme quelque chose de routinier ne changeant pas grand-chose à la situation. Les manifestations sont pourtant un élément central de la mobilisation. Ce sont les manifestations qui permettent de faire la démonstration de notre nombre. Elles sont un élément décisif du rapport de forces face au gouvernement. Pendant le CPE, c'est après les manifestations a plus de 3 millions de personnes que le gouvernement a reculé. Montrer notre nombre permet aussi de donner confiance aux autres, les lycéens pas encore mobilisés mais aussi aux salariés. Elles sont l'élément qui peut permettre d'entraîner d'autres gens dans la lutte. Le but de la mobilisation est toujours de chercher à entraîner plus largement que les gens déjà impliqué, de ne pas rester isolé.

Les manifestations donnent aussi une cohésion à la mobilisation. Elles sont les lieux où se rencontrent tous les lycéens d'une même ville ou d'un même département. Dans les manifestations, nous crions tous les mêmes slogans. Nous prenons ainsi conscience de notre nombre, de notre force et d'appartenir à un même mouvement.

Il est donc décisif que l'ensemble des lycéens participent aux manifestations. Enfin pour que la manif remplisse le mieux possible son rôle il faut la structurer. Organiser des cortèges, avoir des banderoles et des slogans montrent

que nous savons ce que nous voulons. Il est aussi bien d'organiser un service d'ordre (SO) pour ne laisser personne d'autre (et surtout pas la police) assurer notre sécurité

### **La répression**

On le voit systématiquement maintenant à chaque mouvement dans la jeunesse la répression sous toutes ses formes s'accroît. Le mouvement lycéen contre Darcos n'y échappe pas ; arrestations durant les blocages ou les manifs, exclusions temporaires ou définitives des élèves grévistes... Dans une période où de plus en plus faire grève devient un crime, il est important de comprendre quel but la répression a pour le gouvernement : casser les mobilisations en cours et tenter d'éviter que de futures mobilisations aient lieu.

#### **La répression « administrative »**

De plus en plus les administrations des lycées se défendent avec leur moyens contre les lycéens grévistes, cela peut aller des lettres d'absence envoyées aux parents jusqu'aux exclusions définitives en passant par l'interdiction d'accès à l'internat pour les élèves internes. Le but est de faire assez peur en jouant sur les parents et sur l'autorité de l'école, pour que des lycéens plus ou moins moteurs ne se mobilisent plus.

#### **La répression policière**

Envoyer des flics devant les blocages, arrêter des lycéens pour de simples « contrôle d'identité » ou avec des prétextes bidons (« outrage sur la voie publique », « outrage à une personne exerçant une mission de service publique »...) ont un but principal : mettre la pression sur ceux

# Slogans pour les manifs

- **Dans tous les quartiers, dans toutes les régions, un même droit à l'éducation !**
- **C'est pas les CAP, c'est pas le BEP, c'est le gouvernement qu'il faut supprimer !**
- **Du fric pour les facs et les lycées, pas pour les banques ni pour le CAC 40.!**
- **Non aux suppressions, oui à l'éducation !**
- **Qu'est ce qu'on veut ? Des postes ! Pour qui ? Pour tous !**
- **A ceux qui veulent casser l'éducation, les lycéens répondent : Résistance !**
- **Pas de bac d'élite, pas de bac poubelle ! A bas les lycées concurrentiels !**

qui participent au mouvement afin qu'ils ne se mobilisent plus. Des élèves qui sont arrêtés ou ont des menaces de poursuites judiciaires auront plus de craintes pour se mobiliser la fois suivante, ainsi c'est un enjeu pour la réussite du mouvement de se protéger de la répression.

## Que faire ?

La forte répression que subit l'ensemble des mouvements sociaux doit évidemment être prise en compte dans la construction de la mobilisation. La conséquence pour nous c'est d'agir encore plus de manière collective, c'est de construire une mobilisation suffisamment forte et organisée. Par exemple, la où la police est envoyée systématiquement quand le lycée est bloqué (comme à Levallois dans le 92), il faut être très nombreux pour tenir le blocage et être bien organisé pour que personne ne se fasse embarquer. Il n'y a pas de « recette magique », le plus important est d'abord d'avoir un mouvement le plus structuré possible.

Pour les manifs, la constitution d'un « service d'ordre », pas forcément avec ce nom là mais dont la fonction est de protéger le cortège de l'extérieur ; guider le parcours, prévenir de la circulation, d'éléments extérieurs qui peuvent être hostiles au mouvement, de la police... et donc garantir la sécurité des lycéens qui sont à l'intérieur du cortège. Ceux qui constituent le service d'ordre doivent être des personnes de confiance et clairement identifiées par les manifestants (avec des brassards de couleurs par exemple), de même ils doivent être représentatifs du mouvement (et ainsi pas simplement composé de « gros bras » car ce n'est pas la force de ces individus qui importe mais sa force en tant que groupe).

On ne doit compter que sur nous-mêmes pour assurer ces tâches car on ne peut avoir confiance qu'en nous. Par exemple la police qui assure parfois la circulation dans les manifs ne le fait pas systématiquement : il y a en effet un intérêt pour la police qu'il y ait circulation de voitures afin de faciliter des casses éventuelles et que le mouvement se voit décrédibilisé. Toutes les questions de sécurité doivent donc être au maximum prises en charges par les lycéens eux-mêmes, cela peut être évoqué en coordination lycéenne ou dans les AG de lycée.

Pour ce qui est de la répression administrative, il faut réagir collectivement au sein du lycée, si l'ensemble des élèves engagés dans la grève sur un lycée prennent position notamment lors d'une assemblée générale et se retournent contre l'administration par différents moyens gradués ; pétition, envoi d'une délégation vers l'administration, occupation... alors le rapport de force peut permettre de gagner des avancées et des protections durant la grève. De même mettre en place un lien étroit avec des professeurs, assistants d'éducation, syndiqués / engagés permet d'avoir des protections qui sont davantage reconnues par l'administration.

Pendant et après le mouvement et les arrestations, des collectifs pour le soutien de camarades arrêtés, des campagnes de soutien, des collectes, sont autant d'éléments importants qui permettent de médiatiser l'histoire et d'espérer ainsi peser sur la décision contre la justice. Il est donc important que ces collectifs soient les plus larges possibles et soient constitués de personnes qui ont du « poids » (élus, syndicalistes et politiques reconnus localement, Ligue des Droits de l'Homme....).